



MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE

DOSSIER
PRODUIT PAR
LE CONSEIL NATIONAL

LES ELECTIONS LEGISLATIVES
TURQUES DE NOVEMBRE 2015: UN
ENJEU CRUCIAL POUR UN PAYS EN
PLEIN BOULEVERSEMENT,
ECONOMIQUE, POLITIQUE,
IDENTITAIRE ET SOCIAL





**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Table des matières

A/ LES CLÉS DE L'ÉLECTION 2015.....	3
1/ Un mode de scrutin antidémocratique	3
2/ Les élections 2015 : les forces en présence	3
3/ Les enjeux immédiats du scrutin.....	4
B/ Quelques particularités.....	5
1/ AKP, une machine de guerre électorale... au service de projets dangereux	5
2/ Création et montée en puissance du HDP : un espoir politique fort en Turquie.....	6
3/ Vie politique turque et notion d' « Etat Profond »	7
D/ Situation économique et sociale de la Turquie :	8
Une société inégalitaire	8
E/ Problématiques ethniques et religieuses :	9
1/ Il existe plusieurs minorités « ethniques » en Turquie :	10
La plus grande minorité est celle des kurdes :	10
Les Grecs et les Arméniens :	11
2/ Il existe plusieurs minorités religieuses :	11
1/ Implication de la Turquie dans le conflit syrien :	12



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

A/ LES CLÉS DE L'ÉLECTION 2015

1/ UN MODE DE SCRUTIN ANTIDEMOCRATIQUE

D'un point de vue d'abord formel il est nécessaire de comprendre que le système électoral turc est profondément anti-démocratique et favorise les grands partis au détriment de toute pluralité politique.

Il s'agit d'un scrutin direct de liste accompagné d'une répartition proportionnelle des sièges.

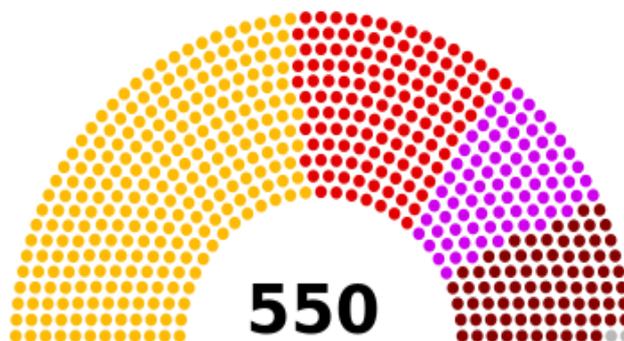
Il y a quatre conditions principales à remplir pour que les partis politiques puissent faire entrer des députés au Parlement :

- 1/ Parti implanté dans au moins la moitié des provinces et 1/3 des districts provinciaux
- 2/ Présentation de deux candidats à chacun des sièges du parlement dans au moins la moitié des provinces
- 3/ Élection proportionnelle avec un quorum de 10%.
- 4/ Recueillir dans la circonscription concernée un nombre de suffrages valables au moins égal au quotient électoral simple applicable.

Il en résulte une élimination d'office des forces les plus fragiles au bénéfice des grands partis dont les moyens financiers sont proéminents.

L'Assemblée Nationale de Turquie après les élections législatives du 7 juin 2015.

-  AKP (258)
-  CHP (131)
-  MHP (80)
-  HDP (80)



2/ LES ELECTIONS 2015 : LES FORCES EN PRESENCE



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

AKP (parti de la justice et du développement) fondé en 2001, conservateur, extrémiste religieux, soutient le développement en Turquie d'un capitalisme libéral axé sur la consommation. 258 députés actuellement. (Membre associé du PPE, parti européen des Républicains/ex-UMP).

Cumhuriyet Halk Partisi (parti de la république et du peuple) fondé en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk, social-démocrate, dont les adhérents ont un profil hétérogène (de la gauche jusqu'à certains militants aux accents nationalistes), présidé par Kemal Kilicdaroglu. 131 députés actuellement. Membre de l'internationale socialiste.

MHP – Milliyetçi Hareket Partisi : parti d'action nationaliste, d'extrême-droite fasciste, présidé par Devlet Bahçeli, 80 députés actuellement. Infiltrés par des groupes paramilitaires violents et responsables de nombreux meurtres et attentats ayant visé, les minorités, les communistes, les progressistes, les syndicalistes....

HDP –Halkların Demokratik partisi : le parti démocratique des peuples, présidé par Selattin Demirtas et Figen Yüksekdag, 80 députés actuellement. Ce parti a réussi à dépasser l'identité pro-kurde pour inclure dans ses revendications tous les groupes minoritaires du fait de leurs spécificités ou de leurs revendications ethniques culturelles, religieuses ou sexuelles.

Il s'agit là d'une sorte de coalition du parti BDP (Barış ve demokratik partisi, parti de paix et de la démocratie). Ce parti est soutenu par des partis communistes ou ouvriers comme le parti EMEP (Parti du Travail) qui agissent à l'intérieur du HDP ou à l'extérieur.

Afin d'aider le HDP, certains partis politiques communistes ont décidé de ne pas présenter de candidat afin de faire barrage à l'AKP et soutenir le CHP et le HDP. Ils se sont regroupés dans un front large issu du mouvement de juin 2013 : le Mouvement Uni de Juin.

Le mouvement communiste: l'ancien Parti Communiste Turc, TKP, fondé en 1920 a explosé en 1987 suite à des dissensions internes. Aujourd'hui trois partis se réclament de son héritage :

- l'ÖDP, parti de la solidarité et de la liberté
- le KP ou Parti Communiste
- le HTKP, le parti communiste du peuple de Turquie

De ces trois partis, seul le KP présente des candidats, mais son audience est très limitée, même s'il est actif dans le mouvement syndical et dans les manifestations.

3/ LES ENJEUX IMMEDIATS DU SCRUTIN



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Alors même qu'il n'est officiellement pas candidat puisqu'il est président de la république et que le scrutin fonctionne avec des listes, la campagne a été fortement médiatisée et centrée autour de la figure d'Erdogan.

Ce dimanche seront donc élus les députés au parlement. L'enjeu est le suivant : c'est le pouvoir d'Erdogan qui est au cœur des débats. Lors des dernières élections, son autorité politique s'est quelque peu affaïssée. S'il est sorti vainqueur des élections, la progression du HDP, qui a atteint 13% des suffrages en juin dernier, ne lui a pas permis de gagner la majorité absolue qu'il souhaite.

S'il obtient une majorité absolue des suffrages, Erdogan pourra continuer et affirmer sa domination sur le pays, son ambition de « fermer la parenthèse de la Turquie Républicaine », en finir avec ce qui reste de laïcité et assoir un pouvoir toujours plus autoritaire et anti-social. Un tel projet se ferait au travers de l'adoption d'une nouvelle constitution, projet pour lequel il a justement besoin de recueillir la majorité absolue des députés au sein du Parlement.

Suite aux dernières élections de juin, aucune coalition de gouvernement, quelles que soient les solutions envisagées, n'a pu être mise en place. Les attaques contre la presse, contre les progressistes, contre la population, les Kurdes en particulier, se sont multipliées. De véritables scènes de pogroms se sont déroulées tandis que des journaux, pourtant peu marqués à gauche, se sont vus être pris d'assaut et censurés.

L'élection prend ici toute son importance : il s'agit de mettre un terme à la véritable stratégie du chaos et de la tension mise en place par Erdogan. Il s'agira aussi de voir si un réel processus de paix, démocratique, ouvert, politique pourra se lancer.

B/ QUELQUES PARTICULARITES

1/ AKP, UNE MACHINE DE GUERRE ELECTORALE.... AU SERVICE DE PROJETS DANGEREUX

Le parti de la justice et du développement – AKP – est au pouvoir depuis 2002. Il a pour origine le parti de la prospérité, REFAH PARTISI, qui, tout en étant un parti également islamiste adoptait une posture plus critique vis-à-vis des Etats-Unis et d'Israël, au moins en parole, qu'Erdogan. Ce parti gagne le pouvoir mais doit ensuite démissionner sous la pression militaire.

Le 14 août 2001, AKP sera créé par Recep Tayyip Erdogan. En 2002, l'AKP accède au pouvoir : Abdullah Gül devient président (poste honorifique) et Erdogan premier ministre. En 2007, il gagnera les élections législatives avec 46.47% des voix, puis avec près de 50% en 2011. Il attire la sympathie des forces conservatrices européennes, des Etats-Unis et de certains intellectuels turcs qui tombent dans les filets de sa stratégie de « dédiablement » de l'islam politique. Il se présentait en effet comme un réformateur libéral, prêt à mettre sur pied une « seconde république » débarrassée de l'autoritarisme existant en Turquie. S'il a fait certains gestes initiaux envers les minorités



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

et quelques figures de la gauche historique, son projet politique autoritaire, théocrate, conservateur s'est révélé toujours plus fort.

La stratégie électorale de l'AKP est emprunte de populisme. Il mêle ultra-libéralisme, intégrisme religieux, nationalisme et n'hésite pas à user de corruption afin de gagner un soutien populaire. Une nouvelle couche moyenne de la bourgeoisie va apparaître (les tigres d'Anatolie) en lien avec cette politique économique axée sur la consommation de masse.

Profitant d'une certaine croissance économique, de l'émergence de couches nouvelles de la petite-moyenne bourgeoisie, Erdogan va être en capacité d'asseoir sa domination et même de se retourner contre certains de ses plus proches alliés comme l'imam Fetullah Güllen et sa confrérie.

En réalité, le gouvernement d'Erdogan a mené une politique étrangère impérialiste et expansionniste, qualifiée souvent de néo-ottomane. Il a repris la guerre civile l'opposant au PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), n'a pas répondu aux demandes de respect et d'égalité des droits civils, politiques et culturels des kurdes de Turquie, a attaqué le droit des femmes, notamment avec le recul du droit à l'avortement et à l'éducation, attaqué la laïcité en réintroduisant des cours de religion destinés à former des imams dans les programmes scolaires, a bâillonné la presse.....

Ce qui est néanmoins intéressant, c'est que depuis 2014, l'AKP ne progresse plus, voit les conflits et les oppositions à sa politique se multiplier. Le parti est englué dans 10 années de gestion du système et ne peut plus se targuer de nouveauté. Au contraire, l'usure du pouvoir se fait sentir...

2/ CREATION ET MONTEE EN PUISSANCE DU HDP : UN ESPOIR POLITIQUE FORT EN TURQUIE

Si depuis 2002, la vie politique turque est marquée par la montée en puissance puis la prise au pouvoir du parti islamiste AKP, un autre phénomène politique doit néanmoins être noté, d'autant qu'il apporte une perspective progressiste, laïque, inclusive de l'ensemble des minorités...

Le HDP est d'abord le fruit d'un mariage entre un parti souvent qualifié de « pro-kurde », le BDP ; c'est-à-dire dont l'objectif principal réside dans la promotion et la défense des droits de la minorité kurde et d'une grande diversité de partis de gauche, communistes, socialistes, gauchistes...Il s'agit par conséquent d'un front électoral d'ampleur ayant au cœur les objectifs de démocratie, d'égalité, de défense de l'ensemble des minorités ethniques et religieuses du pays, de justice sociale, de défense de la laïcité et des droits des femmes.

Le parti innove dans sa pratique et dans sa communication. Il est le premier à avoir présenté, lors des élections de juin, une liste paritaire.



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Le leader du parti, Selahattin Demirtas, jeune et excellent orateur, bénéficie dans les milieux de gauche et progressiste d'une popularité grande. Il a su donner une dynamique nouvelle à la gauche turque et au mouvement kurde pour faire du HDP le parti de référence non seulement du mouvement kurde progressiste et de l'ensemble des minorités mais également un parti d'envergure nationale réalisant des scores important dans l'ensemble du pays. A titre d'exemple, le HDP a franchi la barre des 10% et obtenu un élu en juin à Izmir, grande métropole des rivages de la mer Égée.

Lors des récents affrontements dans le pays et plus particulièrement dans le sud-est, majoritairement kurde, il a su brillamment résisté aux provocations du gouvernement et de l'extrême-droite en appelant au calme et en refusant toute violence malgré les atrocités de l'armée.

3/ VIE POLITIQUE TURQUE ET NOTION D' « ETAT PROFOND »

Ces dernières années, le gouvernement a accusé « l'Etat profond » d'avoir organisé un complot pour le renversé au travers de « l'Ergenekon » : il s'agit d'un pseudo réseau criminel qui aurait eu pour objectif de renverser le gouvernement AKP. 300 personnes ont été arrêtées, des hauts gradés de l'armée, des magistrats, des journalistes, des présidents de chaîne de télévision. Cette affaire est en réalité un scénario monté de toute pièce par l'AKP. Ces arrestations massives ont permis à Erdogan de placer ses proches à de nombreux postes stratégiques, notamment, l'état-major mais aussi, l'audio-visuel, la magistrature, les médias qu'il contrôle d'une main de fer et surtout, la police. En se faisant passer pour la victime, AKP a assuré sa prospérité.

Toutefois, l'État profond n'est pas une fiction de l'AKP. Il s'agit de réseau mafieux, criminels, militaires, policiers qui s'organisent au sein et en parallèle des institutions. Ils défendent une vision rétrograde, fasciste et conservatrice de la Turquie et n'hésite pas à recourir à la force pour le faire.

Encouragées initialement par l'OTAN, ces mouvances se sont rendues responsables de nombreux événements dans l'histoire du pays. Ils ont par exemple participé au pogrom anti-grec de l'année 1955. Suite à l'explosion ayant eu lieu au consulat de Turquie à Thessalonique, qui est également la maison de naissance d'Atatürk, fondateur de la Turquie moderne. Dans la nuit du 6 au 7 septembre 1955, des émeutiers (300.000) prennent d'assaut le quartier grec d'Istanbul détruisant des quartiers entiers (près de 4.500 magasins détruits, 110 hôtels, 23 écoles, 21 usines, 73 églises orthodoxes, monastère, 1 synagogue, 80% des maisons détruites, etc). En 1961, le ministre des affaires étrangères avoue que l'explosion avait été planifiée afin d'organiser le nettoyage ethnique des populations grecques de Turquie.

Ce même État profond serait à l'origine de plusieurs massacres comme celui-ci :

Coup d'Etat du 12 septembre 1980, le massacre de Taksim du 1er mai 1977, le massacre de Sivas, l'assassinat de Hrant Dink journaliste arménien de gauche ...



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

C/ SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA TURQUIE :

1/ UNE SOCIETE INEGALITAIRE

La Turquie est un pays où, même si quelques poches de rapports de production arriérés demeurent comme dans le secteur agricole, le capitalisme est bien développé. Le pays est à la fois très axé sur la production industrielle au bénéfice de firmes issues des grandes puissances européennes, mais des monopoles nationaux se développent également et commencent à exporter des biens, des services et même parfois du capital dans d'autres pays qu'il agisse des Balkans ou du Moyen-Orient et de l'Asie.

Un capitalisme dit comprador y domine : hauts niveaux de corruption, fortes disparités de revenus, de richesse et d'accès à l'éducation.

17ème des économies mondiales, avec une croissance de 4% qui a ralenti depuis les années 2010 (8.8%), la Turquie a un taux d'endettement de 33% en 2014 (39.1 % en 2011).

Les inégalités de revenus sont importantes, le revenu minimal est de 945 livre turque (soit 500 euros environ, largement insuffisant pour vivre dignement). Les 20% de ménages les plus riches gagnent huit fois plus (25 894\$ par an) que les 20% des ménages les plus pauvres (3 179\$). Pour comparaison, en France, les 20% les plus aisés gagnent « seulement » quatre fois plus que les 20% de ménages les plus modestes en moyenne.

Il existe aussi une inégalité territoriale où la région kurde est plus pauvre que le reste du pays (50% des PME se trouvent à Istanbul et sur la côte de la mer d'Egée contre 10% au Kurdistan).

16% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les dépenses sociales ne représentent que 7% du PIB (contre 25% pour la moyenne des pays européens).

Le travail infantile représente 18% de la force de travail du pays. L'agence de statistiques turques estime que 292 000 enfants âgés de 6 à 14 ans et 601 000 âgés de 15 à 17 ans ont travaillé en 2012. Selon un rapport de l'Organisation Internationale du Travail datant de 2009, la Turquie est l'un des pays où les enfants qui travaillent ont le plus gros volume horaire, soit environ 51h/semaine. Les enfants kurdes et roms, deux groupes très durement touchés par la pauvreté, ont plus de probabilité de devoir travailler que le reste de la population. Le plus gros poste d'emploi des enfants est l'agriculture. Ainsi, si seulement 33,5% des enfants vivent à la campagne, 55,2% des enfants qui travaillent sont des ruraux. Les enfants ne sont pas épargnés par l'insécurité



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

au travail en Turquie, très élevée: Gündem çocuk, une association de défense des droits des enfants, a récemment rendu public un rapport dans lequel elle estimait que 38 enfants avaient perdu la vie suite à un accident de travail en 2012. Le taux de chômage de la jeunesse est important puisqu'il s'établit, pour les moins de 25 ans, à près de 20%.

2/ LUTTES SOCIALES : REPRESSION MAIS MOBILISATION

Au vu des problématiques sociales présentées précédemment et de l'ampleur du déni de démocratie existant, il est logique que de nombreuses luttes politiques, sociales, économiques, syndicales se développent.

L'un des points d'orgue de ces mobilisations a résidé dans les manifestations de la place Taksim, le mouvement dit de Gezi, en juin 2013 qui sont certes parties d'Istanbul mais ont vite gagné l'ensemble du pays. Cet épisode a rassemblé l'ensemble des mécontentements et des luttes qui existent dans le pays.

Qu'il s'agisse des droits des travailleurs, des minorités, des femmes, de la défense des acquis de la République comme la laïcité, de la démocratie, de la liberté de la presse : toutes ces luttes se sont cristallisées.

La Turquie est l'un des pays où les conditions de travail sont les plus défavorables aux travailleurs.

Ce temps a ainsi été le reflet d'une multitude de mouvements qui se développent, notamment à l'initiative de la confédération syndicale DISK (confédérations des syndicats révolutionnaires), ou de la KESK (le syndicat des fonctionnaires).

Peuvent ainsi être brièvement notés, les grandes grèves du secteur automobile, des mineurs, du bâtiment, des fonctionnaires, des étudiants et des professeurs.

E/ PROBLEMATIQUES ETHNIQUES ET RELIGIEUSES :

La Turquie constitue une nation multi-ethnique et multiculturelle. Pourtant les pouvoirs actuel et passé n'ont jamais reconnu une telle réalité et ont au contraire bâillonné les minorités ethniques ou religieuses, du génocide arménien de 1915 aux actions anti-kurdes que l'on connaît aujourd'hui.

L'article 81 de la constitution, hérité du coup d'Etat fasciste de 1980, interdit d'affirmer qu'il existe des minorités fondées sur une différence nationale ou religieuse, culturelle ou confessionnelle ou raciale ou linguistique ; ne peuvent avoir pour objectif ni mener des activités visant à saper l'unité nationale en créant des minorités sur le territoire de la république de Turquie par la protection, le développement et la diffusion d'une langue autre que la langue et la culture turques.

L'un des legs de l'empire est le rattachement des groupes ethniques aux pratiques religieuses, hormis pour le cas kurdes. Ainsi, et cela figure sur les cartes d'identité, la caractéristique ethnique « turque » renvoie à la pratique de l'islam sunnite,



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

« arménienne » à la religion orthodoxe arménienne, « grecque » à l'Eglise Orthodoxe grecque.

Une religion, pourtant concernant 20 millions d'habitants, n'est pourtant pas reconnue : les alévis.

1/ IL EXISTE PLUSIEURS MINORITES « ETHNIQUES » EN TURQUIE :

LA PLUS GRANDE MINORITE EST CELLE DES KURDES :

La minorité kurde de Turquie représente entre 15 et 20 millions de personnes, pour la plupart originaires du sud-est de la Turquie. Elle est maintenant répartie dans l'ensemble du pays, avec près de 3 millions de Kurdes vivant à Istanbul. Possédant une langue propre ainsi qu'une culture ancestrale ils ont toujours vécu dans les hauts plateaux de l'Est anatolien. La région à majorité kurde a souvent fait l'objet de forte répression militaire (ex : le massacre de Dersim dans les années 1930 ou plus récemment le siège de la ville de Cizre).

Ce que l'on nomme « Kurdistan » est en réalité une zone géographique peuplée majoritairement par les Kurdes qui s'étend de l'Est de la Turquie au Nord de la Syrie, de l'Iran et de l'Irak. S'ils partagent la même langue, le kurde, différents dialectes et différents groupes ethniques existent au sein même du peuple kurde.

L'Etat turc a régulièrement et continuellement réprimé les mouvements d'émancipation de la population kurde, voulant écraser jusqu'à l'idée même de minorité ethnique afin d'asseoir une idée, pourtant fautive, d'une Turquie ethniquement homogène. Pendant longtemps, l'usage même de la langue turque était prohibé par Ankara. Aujourd'hui si une chaîne de télévision publique en langue kurde existe, d'autres grandes revendications pour l'égalité et la reconnaissance des droits politiques et culturels du peuple kurde ne sont pas reconnues.

L'article 42 de la Constitution interdit l'enseignement d'une autre langue que le turc en tant que « langue maternelle ». Par conséquent, l'enseignement de la langue est interdit. L'autorisation avait été annoncée en 2002. Des lois ont été promulguées mais l'application n'est pas effective ou est très réduite.

Plusieurs tendances politiques coexistent chez les kurdes de Turquie, de même que plusieurs classes sociales. Certains, notamment les grands familles, les plus riches et propriétaires terriens sont très liés au gouvernement quelle que soit sa couleur politique. D'autres sont marqués par l'islamisme radical (seulement 4% aux dernières élections). Cependant le mouvement qui a contribué, d'une manière progressiste, au développement de la lutte pour la reconnaissance des droits politiques et culturels du peuple kurde depuis le début des années 1980 est majoritairement le PKK, ainsi bien sûr que la gauche progressiste et communiste turque. Le PKK a d'ailleurs abandonné la



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

revendication indépendantiste ainsi que la lutte armée. S'il agit aujourd'hui armes à la main, il le fait en « situation de légitime défense » contre des raids aériens et terrestres de l'armée turque.

Dans le Sud-Est turc, c'est le HDP qui est clairement majoritaire. Chez les Kurdes d'Istanbul et de l'ouest du pays, le vote AKP recule grandement au profit du HDP.

LES GRECS ET LES ARMÉNIENS :

Le génocide arménien est loin d'être accepté par la population et le gouvernement turc.

Cette communauté, qui avec les Grecs orthodoxes, constituait l'un des piliers de l'ancien empire ottoman n'est aujourd'hui plus qu'implantée à Istanbul et dans quelques villes de l'est. La communauté souffre toujours d'une certaine hostilité de la part des nationalistes turcs.

Hrant Dink, célèbre journaliste, était la figure emblématique de la réconciliation des Arméniens et des Turcs. Il a dans son livre « être Arménien en Turquie » réussi à faire passer un message de paix et d'entente à un grand nombre. Il était poursuivi pour atteinte et dénigrement la « turquicité ». Il se disait être Arménien de Turquie. Il fut assassiné par un nationaliste dans la rue, en plein jour, le 19 janvier 2007, devant les locaux de son journal bilingue Agos. Des millions sont descendus dans la rue pour dénoncer ce crime commis par un Turc de 17 ans (commandité par l'État profond) et crier : « Buradayiz Ahparig »/ « Nous sommes avec toi frère » ou « Nous sommes tous Arméniens ». Actuellement, le jeune assassin est libre.

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie pour absence de protection du journaliste face aux menaces, violation du droit à la vie du fait des poursuites pénales des autorités turques, atteinte à la liberté d'expression.

La population grecque de Turquie était, sous l'empire ottoman, encore plus nombreuse que les Arméniens. Elle aussi implantée depuis des siècles et cohabitait avec les autres nationalités. Suite à la guerre d'indépendance de 1923, des échanges de population, mis en place par les Britanniques, eurent lieu : les Grecs de Turquie furent déportés en Grèce et les turcs de Grèce furent eux déportés en Turquie....Aujourd'hui il reste peu de Grecs de Turquie : ils sont majoritairement concentrés à Istanbul et organisés autour des lieux de cultes et des écoles grecques.

Il est intéressant de noter que d'une manière classique, le vote des communautés grecques et arméniennes allait majoritairement vers le CHP mais qu'elles ont désormais tendance à se tourner vers le HDP.

Notons qu'il existe également en Turquie, des Tatars, des Bulgares, des Moldaves, des Araméens, des Arabes....

2/ IL EXISTE PLUSIEURS MINORITÉS RELIGIEUSES :



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

La question religieuse est importante en Turquie puisque l'enseignement religieux est obligatoire depuis 1982 (après le coup d'état de 1980). Lors de la réforme scolaire 4+4+4 (primaire, collège, lycée), l'enseignement religieux occupe le programme : histoire (de la vie du prophète), lecture (du Coran), écriture (explication du Coran), morale (religieuse), exactement 7 options sur 21 dont 2 obligatoires.

La Cour Européenne des Droits de l'Homme a condamné la Turquie, le 16 septembre 2014, pour discrimination de confession puisque dans les écoles publiques, seule la religion musulmane sunnite est enseignée dans les écoles publiques sans réelle alternative sans information pour les autres cultes et les athées.

De plus, il existe en Turquie un ministère du culte qui récole les impôts prélevés sur tous les ménages et finançant exclusivement le culte musulman sunnite.

La plus grande minorité religieuse de Turquie est composée par les Alevis : ce n'est pas une religion mais une croyance, elle ne se base pas sur un livre saint mais sur des pratiques et écrit de savants. 15-20 millions en Turquie. (Turcs ou Kurdes).

Notons également une présence millénaire de chrétiens orthodoxes, catholiques et de juifs séfarades ayant fui l'Inquisition espagnole.

1/ IMPLICATION DE LA TURQUIE DANS LE CONFLIT SYRIEN

La Turquie a joué un rôle actif dans le conflit puisqu'elle a fourni soins et armes aux combattants de Daech. Elle s'est retrouvée à la confluence des politiques impérialistes. D'un côté, elle a appliqué la politique voulue par les Etats-Unis et l'OTAN. Mais d'un autre côté, elle a tenté de bénéficier de la situation pour éradiquer toute idée d'une autonomie kurde en Syrie.

Alors que l'impérialisme étatsunien tente de redéfinir la carte de la région, la Turquie pousse ici dans le sens inverse et entend installer ses propres zones d'influences à ses frontières.

D'une manière très concrète, la Turquie constitue pour partie la base arrière des combattants islamistes de Daech ou du front Al-Nosra. Dans sa volonté de jouer sa propre carte en Syrie, elle a fourni une assistance militaire, financière, technique et politique à ses combattants sous prétexte de renverser Bachar el-Assad.

L'attitude de la Turquie a eu des répercussions directes sur la vie politique intérieure du pays. Non seulement plus de 2 millions de réfugiés y sont installés, mais l'image renvoyée par le pays, le fait de laisser massacrer les Yézidis fuyant les monts du Sanjar et les combattants à Kobane a largement touché l'opinion publique.

La population de Turquie a manifesté pour dénoncer les violences et demander l'aide humanitaire pour Kobane. Toutefois, dans la nuit du 7-8 octobre, des centaines de



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

jeunes Kurdes qui manifestaient contre le refus de venir en aide à Kobane ont été agressés par les militants de Hizbullah, des islamistes Kurdes et Turcs. Il y eût au final 3 jours d'émeutes et 22 morts. Ce prétexte a ensuite été utilisé pour assiéger des parties entières du Sud-Est de la Turquie, le Kurdistan turc et notamment la ville martyre de Cizre où la police et les militaires ont fait subir l'enfer aux populations civiles de la ville.

Plus rien n'est à prouver quant à l'implication du gouvernement turc dans ce conflit. Can Dündar, directeur de publication de Cumhuriyet (la république), journal d'opposition, a publié les dossiers qui sortent du procès ouvert contre les gendarmes et les procureurs de l'enquête sur les camions d'armes en direction de la Syrie. Il s'agit de plusieurs camions d'aide humanitaire (des médicaments) dans lesquels se trouvent en réalité des armes... Les juges et gendarmes ayant enquêté sur cette affaire ont été renvoyés de leurs fonctions. Actuellement, l'ensemble des documents sont publics : le gouvernement est sur le point de non-retour.

2 LA TURQUIE ET L'IMPERIALISME AU PROCHE-ORIENT

La position de la Turquie au Proche-Orient est intéressante. En effet, le pays participe au jeu des puissances de la région qui tentent de redéfinir les frontières et modifier les équilibres, dans un but d'asseoir leur domination et de mettre la main sur les richesses naturelles.

Les ingérences en Syrie, le chaos en Irak, en Lybie s'inscrivent dans cette volonté. N'oublions pas que la France, ex-puissance coloniale en Syrie, avait déjà divisé le pays en trois entre sunnites, chiïtes et kurdes.

Or, la Turquie mène ici un double jeu. D'un côté, elle se fait le relai de l'OTAN, des Etats-Unis et des autres puissances impérialistes. La base militaire d'Incirlik abritant près de 40 000 soldats GI est largement utilisée. D'un autre côté, elle joue sa propre carte en attaquant les Kurdes de Syrie et en les opposant à ceux d'Irak puisque Ankara est un grand allié du gouvernement kurde irakien...

Jouer le jeu des Etats-Unis, mais tenter d'étendre son influence dans la région et éviter tout développement d'une autonomie kurde : c'est le dilemme actuel du pouvoir turc.

N'oublions pas non plus que la Turquie occupe toujours le nord de l'île de Chypre, que ses frontières sont extrêmement militarisées...Le concept actuel de l'impérialisme turc, « la profondeur stratégique », qui tend à vouloir assurer un contrôle par la Turquie de ses marges, hérité des thèses du Premier ministre actuel Ahmet Davutoglu, est donc bien toujours d'actualité.



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

**LES REVENDICATIONS IMMEDIATES DU MJCF POUR FAIRE
VIVRE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LES
PEUPLES DE TURQUIE :**

- Fin des accords de coopération militaire et policière entre la France et la Turquie
- Libération de tous les prisonniers politiques, de tous les journalistes et syndicalistes emprisonnés
- Sortie du PKK de la liste des organisations terroristes
- Soutien à tous les ouvriers de Turquie, notamment ceux employés dans les multinationales françaises
- Lutte contre le financement des groupes terroristes et fascistes comme Daech
- Accueil des réfugiés de Syrie